
PETITE ÉCOLOGIE DE LA MALAISIE



Édito

L'actualité internationale, c'est des tremblements de terre, des meurtres d'opposants politiques, des guerres... Il n'y a pas d'autre raison pour braquer son objectif sur un pays lointain. C'est pourtant ce que j'ai fait, accueillie par la branche locale de Friends of the Earth qui m'a fait découvrir la Malaisie au prisme des questions environnementales. J'en ai tiré une série de reportages que je réunis ici. Cette forme d'écriture, factuelle et concise, est peu propice à la réflexion.

Aussi je propose en introduction un texte nourri de lectures, qui tente de mieux rendre compte du contexte national, de son histoire et de ses évolutions les plus récentes. Suivent trois reportages : le premier sur la situation du Sarawak, État de la partie malaisienne de Bornéo ; le deuxième sur une mobilisation dans la péninsule malaise contre une usine de terres rares ; le troisième sur deux modèles d'agriculture qui s'offrent au pays.

Remerciements

Merci pour leur grande générosité à Jok Jau Evong, Philip Jau, Sylvia, Madeline, Puyang, Baru Bian, Long Ing, Aren et Evelyn au Sarawak ; à Lee Chean Chung, Natalie Lowrey, Damian et Kelly, Lai Kuan et Lew Yee, Isaiah Jacob et Chen Lin, M., Wong Tack et les manifestant-e-s à Kuantan ; à Valérie, Jason et Rama à Tanah Rata ; à CAP, Dr Pa, les libraires du coin et les Roomies à Penang ; à Theiva Amarthalingam, Sh. et Shervin entre Penang et KL.

Merci pour les sourires, les encouragements, les explications patientes, les tasses de thé et les repas pris ensemble, des nouilles au bord de la manif aux festins chinois, lah !
Merci à C. pour l'encadré, à Céline Pessis pour les relectures et à Canal Sud et Radio FPP pour les invitations à venir présenter ces luttes écologistes.

A. V.

Extractivisme et développement

Là où les moussons se rencontrent

C'est le 11^e pays le plus visité au monde, juste derrière la Thaïlande. Comme la France, carrefour de l'Europe occidentale à la rencontre des mondes latins et germaniques, la Malaisie bénéficie d'une position géographique privilégiée, entre mer de Chine et océan Indien. Les moussons ont permis pendant des siècles aux marins et aux marchands chinois de descendre jusqu'au sud de la péninsule malaise et d'y rencontrer ceux des mondes indiens et arabes, poussés par d'autres vents. C'est aujourd'hui le carrefour de l'Asie du Sud-Est, au sud de la Thaïlande, à l'ouest des Philippines, faisant face à l'Indonésie, le géant de l'ère culturelle malaise.

Le caractère multiculturel de la société malaisienne d'aujourd'hui est aussi l'héritage de la colonisa-

tion du pays et de l'exploitation de ses ressources naturelles par les Britanniques. Fortement stigmatisée dans les années 1980 et 1990, pendant lesquelles elle fut le deuxième exportateur mondial de bois tropicaux (pour une surface équivalent à une moitié de France), la Malaisie ne s'est jamais remise de l'usage qui a été fait d'elle sous l'ère coloniale : un réservoir de richesses naturelles à piller. Le caoutchouc et l'étain ont été remplacés par le palmier à huile et le pétrole mais les structures extractivistes¹ ne changent pas, dans les effets de la rente qu'elle produit et dans sa redistribution, dans le rapport à la nature et au temps long.

La colonisation, une entreprise extractiviste

« Les richesses de la péninsule ne doivent, ne peuvent pas rester sous-développées, on doit les faire contribuer à la prospérité mon-

diale... Disons-le clairement : ces États doivent passer sous contrôle européen. » La campagne date de 1871 et s'exprime ainsi le 12 juillet dans un éditorial de la *Penang Gazette*². L'empire britannique tient alors les colonies du détroit : Singapour, Penang et Malacca sont trois enclaves sur le détroit du même nom³ depuis lesquelles citoyens britanniques et Chinois assimilés (les Baba Nyonya) administrent plantations et mines situées dans les États malais. Sultanats ou royaumes, ces États ne sont pas assez entreprenants et favorables aux activités extractives. Planteurs et propriétaires de mines en appellent donc à une conquête politique de l'ensemble de la péninsule.

En 1886, c'est la crise en Europe. Surproduction d'un côté, pauvreté de travailleurs à qui l'on ne permet pas de constituer un marché de l'autre, le système cherche désespérément des débouchés. L'impérialisme s'impose comme solution au problème, sans toucher à la question sociale autrement qu'en surface. *« L'idée que je chéris [l'impérialisme] est une solution au problème social : pour éviter aux quarante millions d'habitants du Royaume-Uni le bain de sang d'une guerre civile, nous les*

hommes d'État coloniaux devons acquérir de nouvelles terres pour y installer le surplus de population et ouvrir de nouveaux marchés pour les produits des usines et des mines. » Ainsi s'exprime alors Cecil Rhodes, le fameux colon africain. L'environnement technique est, en cette fin du XIX^e, favorable à la colonisation de l'Asie. Le canal de Suez et les bateaux à vapeur raccourcissent le voyage, le télégraphe permet de communiquer facilement. L'Espagne colonise alors les Philippines, la France l'Indochine, les Pays-Bas l'Indonésie, le Royaume-Uni la péninsule malaise.

« C'est l'âge d'or des mines d'étain et des plantations d'hévéa. »

C'est l'âge d'or des mines d'étain et des plantations d'hévéa. Étain pour les boîtes de conserve qui viennent d'être inventées et hévéa pour les pneumatiques d'automobile... et surtout de vélo. À chaque production il convient d'assigner un peuple. Les colons font appel aux Chinois pour travailler dans les mines et aux Indiens dans

les plantations. Les Malais sont requis pour la production de riz. L'administration coloniale, qui crée l'État multiculturel que nous connaissons aujourd'hui, assigne à chacun sa place, créant des catégories « raciales » qu'elle modifie à chaque recensement⁴. En 1957, quand est acquise l'indépendance de la péninsule malaise, rien ne change. La lutte contre la première guérilla maoïste du continent tire sur sa fin (1948-1960 pour l'« état d'urgence »⁵) et le pays est cédé à des mains sûres, anticommunistes et droitières : celles de l'UMNO (United Malay National Organisation), qui partage le pouvoir jusqu'à aujourd'hui avec un parti chinois et un autre indien – chaque peuple a son parti dans la coalition Barisan nasional. Un multiculturalisme autoritaire et des politiques économiques fondées sur l'extractivisme, voilà le cocktail malaisien.

Quel partage des richesses ?

KLCC (Kuala Lumpur Commercial Centre) prospère à l'ombre des tours jumelles Petronas. Shampoing français bio, dernières parutions en anglais, vêtements d'une marque japonaise mondialisée... on y trouve

tout ce dont la classe moyenne a besoin. Les *food courts* ne désertent pas le midi, à peine pendant le Ramadan. On y prend rendez-vous avec des diplômés d'universités locales, parfois australiennes ou anglaises, qui jonglent avec les langues : malais et anglais, à quoi il faut souvent ajouter une ou deux langues chinoises. La classe moyenne possède deux voitures par ménage et un revenu qui lui permet de passer ses fins de semaine ou ses vacances sur les mêmes plages que les touristes occidentaux. La Malaisie donne une impression de prospérité et c'est de fait l'un des pays les plus riches de la région, le seul qui soit en mesure de produire des voitures de la conception à la fabrication – même si la classe moyenne préfère les japonaises. Il est possible que soit adopté un salaire minimum entre 1000 et 1500 *ringgits*⁶, mais le salaire d'un jeune diplômé atteint facilement les 3000 RM. Depuis les années 1970, la classe moyenne s'est étendue mais appauvrie⁷. C'est ainsi que, malgré l'heure de travail peu qualifiée qui reste peu coûteuse pour elle, elle fait preuve de mécontentement pour son niveau de vie qui baisse peu à peu, mais aussi pour

la corruption qui complique les affaires, les politiques racialistes et l'alternance qui ne vient pas.

Plus loin, dans les barres d'immeubles des grandes villes ou dans les *kampung* (villages), le tableau est tout autre et l'impression de prospérité disparaît ; il reste celle d'un partage très inéquitable des richesses. Les ressources éducatives mises à la disposition des plus pauvres peinent à éradiquer l'analphabétisme⁸. Pauvres parmi les pauvres, les autochtones, parfois trop loin d'une école ou d'un dispensaire, voient leur mode de vie perturbé par l'industrialisation du pays et les dommages qui sont faits à la forêt. Riche en ressources naturelles (la forêt pour les bois tropicaux, devenue monoculture du palmier à huile, et le pétrole extrait par Shell et Petronas⁹), la Malaisie les partage mal. La « malédiction des ressources naturelles », dont on parle quand les ressources importantes de la rente naturelle tombent dans des pays mal structurés pour les partager et les investir dans le développement d'autres secteurs, explique en partie la situation dans laquelle se trouve le pays aujourd'hui. La rente n'est pas utilisée pour garan-

tir des conditions de vie correctes à tout le peuple (*rakyat*) mais elle a toutefois été en partie réinvestie et la Malaisie jouit aujourd'hui d'une assez bonne santé économique. Elle est depuis peu exclue des programmes d'aide au développement, étant considérée comme un pays développé. Mais certaines populations continuent à faire face à des problématiques de grande pauvreté et de déni de l'état de droit (voir « Main basse sur la forêt de Bornéo »). Les associations qui travaillent avec elles ne peuvent plus compter sur l'aide internationale et s'inquiètent de leur financement. Comment continuer à se battre contre la mise en coupe de la forêt tropicale par le gouvernement local ou fédéral sans accès à des budgets internationaux ? L'accès aux ressources de la forêt est une question tant écologique qu'économique et témoigne de la faillite des élites politiques. Celles-ci tentent de faire diversion en imposant dans l'agenda, aux dépens de ces questions socio-économiques, les questions « raciales ».

Le rojak malaisien

La Malaisie, l'état des Malais ? Ou à partir de quand est-on *bumiputera*, fils de la Terre ?

L'appellation englobe les communautés autochtones, Orang Asli de la péninsule et Orang Asal de Bornéo, les deux expressions ne rendant pas compte de la variété de ces peuples. Mais avant tout les Malais, synonyme ici de musulmans : le peuple de marins islamisé après le XII^e siècle, dont la langue a des racines communes avec le malgache ou le tagalog philippin, mais encore les populations indiennes, thaï ou philippines à condition qu'elles soient musulmanes¹⁰. Et enfin les Peranakan, métis chinois

« La Malaisie, c'est un vrai rojak. »

(les Baba Nyonya ou Chinois du détroit qui sont bouddhistes ou chrétiens), indiens ou arabes. Et les Eurasiens, qui font état plus souvent d'ascendances portugaises que néerlandaises ou britanniques, les trois puissances coloniales qui se sont succédé depuis le XVI^e siècle. Même si l'État n'admet pas de différence entre ses sujets, toutes ces communautés reconnues comme autochtones bénéficient d'un ensemble de lois qui doivent

assurer leur non-discrimination économique¹¹.

À leurs côtés, les « allochtones » donc, des Tamouls et des Chinois installés dans la colonie britannique pour y travailler et à qui les grandes villes malaisiennes doivent tant. Il faut ajouter au tableau des résidents d'un type particulier : les migrants et les migrantes birmans, népalais, indonésiens ou philippins, qui font marcher les segments les moins reluisants de l'économie malaisienne, agriculture de plantation et maraîchage insoutenable (voir « Quelle agriculture pour la Malaisie ? »), emplois domestiques et prostitution. Les dispositifs législatifs, plus prompts à poursuivre les migrants illégaux que leurs employeurs, les réduisent à des situations d'esclavage qui émeuvent la communauté internationale et doivent désormais au pays un statut de plaque tournante du trafic d'êtres humains¹². Ce sort touche également les réfugiés rohingyas, des musulmans persécutés en Birmanie. La Malaisie, c'est un vrai *rojak*, une salade de fruits salée à la sauce soja, selon l'image habituellement convoquée.

Un paysage politique qui se structure pour l'alternance

L'opposition tient selon les élections locales jusqu'à cinq États sur treize, dont le Selangor en bonne santé économique et le remuant Sabah à Bornéo. Mais aussi le Kelantan ou le Terengganu très musulmans, où l'on écrit volontiers le malais en *jawi*, l'alphabet arabe. Le Kelantan est gouverné par le PAS, parti islamiste qui au printemps 2014 a voté l'application du *hudud* (les châtiments corporels prévus par la loi islamique) et s'est fait débouter par l'État fédéral. L'État de Penang, composé de l'île du même nom et de la bande de terre qui lui fait face, l'ancienne province de Wellesley, est gouverné par le DAP, parti chinois et indien globalement assez progressiste. Singapour la chinoise, trop remuante, s'étant fait exclure de la fédération en 1965 pour refus des premières dispositions promalaises, le monty-pythesque (et jusqu'ici imaginaire) Front de libération de Penang rêve parfois du même sort.

Les deux opposants à la coalition au pouvoir, PAS et DAP, arrivent

à s'entendre dans le cadre de l'alliance emmenée par le Parti de la justice, le seul parti qui réussisse le défi du multiculturalisme. Créé par Anwar Ibrahim, vice-Premier ministre UMNO, suite à son limogeage sulfureux en 1998¹³, le Parti de la justice (PKR) a fait entrer en politique une génération de jeunes ou moins jeunes personnalités dévouées à leur communauté : Baru Bian, membre autochtone de l'assemblée du Sarawak, défend les droits communautaires sur les terres des autochtones (voir « Main basse sur la forêt de Bornéo ») ; Lee Chean Chung, membre chinois de l'assemblée du Pahang, a fait ses armes dans la lutte contre l'usine de terres rares de Lynas, un grand dossier environnemental et néocolonial (voir « Terres rares : "Cette usine est un problème malaisien" »). La classe moyenne piaffe en attendant l'alternance mais ces deux élus qui représentent leurs espoirs sont plus pessimistes : les vieux politiciens issus de l'UMNO et reconvertis dans le PKR pourraient bien voler aux Malaisiens leur désir de changement, si le pays passait « à gauche » (disons plutôt au centre).

Le multiculturalisme en danger ?

Le gouvernement insiste pour appeler chacune de ses défaites une « victoire chinoise ». Avec un peu de chance, les Malais pauvres trouveront dans les entrepreneurs Chinois des villes, propriétaires de petites ou moyennes entreprises, des boucs émissaires comme ce fut le cas en 1969 lors d'émeutes anti-chinoises (les mêmes ont eu lieu en 1998 en Indonésie et au printemps 2014 au Vietnam). La crispation actuelle est aussi politique que culturelle, avec l'instrumentalisation dans la surenchère PAS-UMNO d'un islam qui jusqu'alors était étranger aux us malais (port du hijab et alimentation halal, le vocabulaire arabe mordant sur le lexique malais). Les Malaisiens ne mangent déjà plus ensemble, et chacun se retrouve désormais dans sa cuisine ethnique.

Une tradition contraire à l'histoire de ce petit bout d'Asie du Sud-Est, répète l'historien Farish A. Noor, animateur du projet « The Other Malaysia »¹⁴. Spécialiste de l'histoire du PAS et de la gauche islamique, depuis presque quinze ans il s'est mis en tête de faire redécouvrir la Malaisie aux

Malaisiens et d'aller à l'encontre des idées reçues. La démarche rappelle furieusement les initiatives historiennes contre les réécritures Sarkozy-Guaino. Non, le kris (emblème de l'UMNO) n'est pas un poignard spécifiquement malais, il a été utilisé dans toute la région et la mystique qui l'entoure est incompatible avec la

« Le kris n'est pas un poignard spécifiquement malais. »

foi musulmane. Non, le PAS n'a pas de racines politiques réactionnaires, il a été fondé par des socialistes musulmans. La culture de l'Asie du Sud-Est a mêlé traditions hindoues, bouddhistes et musulmanes qui n'ont aucune raison de s'affronter aujourd'hui : les politiques raciales ne sont pas un retour à la tradition, mais une méthode de gouvernement héritée des colons britanniques et poursuivie depuis.

Entre début 2012 et août 2014, le régime s'était en apparence libéralisé : en vrai, une sorte de « cause toujours » qui en cessant de répri-

mer les mouvements sociaux paraît sur leur lassitude... et la nôtre, puisque quelques poursuites judiciaires à la suite d'une manifestation ne sont pas une information sur la scène internationale. Il se durcit courant 2014 et les accusations au nom du Sedition Act de 1948 déferlent, pour des propos datant parfois de plusieurs années. Tout discours critique envers le gouvernement est susceptible de tomber sous le coup d'une accusation de sédition ou appel à la révolte¹⁵ et Anwar Ibrahim est de nouveau placé en détention en février 2015¹³. Durant l'été, c'est un scandale de corruption touchant le Premier ministre Najib Razak qui enflamme de nouveau l'opinion et donne lieu à d'importants rallies Bersih, les quatrièmes du nom¹⁶. Mahathir Mohamad lui-même est menacé et livre de vives critiques contre «l'UMNO de Najib»¹⁷. À quand la chute du régime? Les questions d'ordre économique ou écologique qui en appellent à la démocratisation du régime sont nombreuses et se structurent autour de plaintes visant le respect du droit. Les droits communautaires autochtones ou le droit environnemental sont souvent en première ligne.

Logiques mondialisées

En cela les dénis de droit que les militants malaisiens observent et condamnent nous rappellent les dispositions prises dans des pays comme le nôtre, quand bien même ils connaîtraient l'alternance politique. Études d'impact environnemental bâclées, complaisance envers les indélicatesses des grosses entreprises, partenariats public-privé conclus aux dépens du bien commun... là-bas comme ici s'expriment les mêmes logiques. Jusqu'aux arguments des militants contre le traité Pacifique, qui rappellent ceux que nous opposons au TAFTA¹⁸. Pas de tremblements de terre, d'assassinats ni de guerres, mais un sort semblable au nôtre et qui a de quoi nous tirer des commentaires de notre vie politique locale pour nous faire mieux considérer les logiques qui meuvent le monde d'aujourd'hui. Au-delà des sujets emblématiques et très exotiques que constituent la disparition des *orang utan* et la couverture du pays par les plantations de palmier à huile, les deux sujets que j'avais en tête en partant, la Malaisie a de quoi nous intéresser à de nombreux autres titres que celui de réservoir mondial de biodiversité.

(1) L'extractivisme se réfère «aux activités d'extraction, sans transformation (ou de façon très limitée), de grands volumes de ressources naturelles essentiellement destinées à l'exportation. L'extractivisme ne se réduit pas aux minerais ou au pétrole. Il existe un extractivisme agraire, forestier et même halieutique». Alberto Acosta, «Extractivisme et néo-extractivisme. Deux faces d'une même malédiction» dans *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*, dir. Miriam Lang et Dunia Mokrani, éditions Amsterdam, 2014.

(2) *Where Monsoons Meet. A People's History of Malaysia* (1979), collectif Musimgrafik, réédition Strategic Information and Research Development Centre, Petaling Jaya, 2007.

(3) Le détroit de Malacca relie l'océan Indien et la mer de Chine et sépare le continent asiatique de Sumatra et de l'archipel indonésien. C'est le plus fréquenté au monde avec la Manche.

(4) Les classifications pointilleuses adoptées par l'administration coloniale et qui changent à chaque recensement sont d'une absurdité presque comique. Farish A. Noor, *What Your Teacher Didn't Tell You*, Matahari Books, Kuala Lumpur, 2009.

(5) L'«état d'urgence» aura duré de 1948 à 1960, mais le cessez-le-feu n'est signé qu'en 1989.

(6) Soit entre 250 et 350 €, selon le cours des monnaies, mais gardons en tête le prix d'un verre de thé dans la rue, entre 1 et 1,2RM. Un repas simple avec boisson coûte moins de 10RM.

(7) Une Honda Civic coûtait en 1978 douze mois de salaire pour un jeune diplômé, contre 52 en 2012, pour donner une idée de l'érosion du pouvoir d'achat. «Malaysia: High Income Nation, Low Income Rakyat» dans Anas Alam Faizli, *Rich Malaysia, Poor Malaysians. Essays on Energy, Economy and Education*, Gerakbudaya, Petaling Jaya, 2014.

(8) Le UN Education Index classe la Malaisie 98^e sur 181 pour l'éducation de ses habitants. «TIMSS 2011: An Analysis of Malaysia's Achievement» dans *Rich Malaysia, Poor Malaysians*, *op. cit.*

(9) Les redevances de Petronas dans le budget de l'État oscillent selon les années entre 38 et 44 %. «Is Petronas and Ungrateful Child of Malaysia?» dans *Rich Malaysia, Poor Malaysians*, *op. cit.*

(10) Article 160(2) de la constitution. Les jeunes Malais étudiés par Dahlia Martin n'assument pas d'identité ethnique, vécue comme mixte et labile, mais se définissent comme musulmans, pratiquants ou non. «Redefining "Malayness": Expectations of Young Adult Malaysian Muslims», in *Thinking*

Through Malaysia: Culture and Identity in the 21st Century, éd. Julian Hopkins et Julian C.H. Lee, Strategic Information and Research Development Centre, Petaling Jaya, 2012.

(11) Après l'introduction officielle du terme en 1965, des lois dans le cadre de la New Economic Policy assurent aux *bumiputera* une discrimination positive depuis les années 1970. 30% du capital de certaines entreprises doit leur appartenir, les projets immobiliers doivent leur accorder des quotas et une réduction de 7% et ils sont surreprésentés dans l'administration (dont la police).

(12) L'accusation est abandonnée un an plus tard, sans doute pour faciliter les négociations sur le Trans Pacific Partnership Agreement (TPPA). «Trafic d'humains. Pourquoi les États-Unis ont subitement salué les "progrès" de la Malaisie», *Courrier international*, 28 juillet 2015.

(13) Lors de la crise économique qui touche les pays asiatiques en 1998, Anwar s'oppose aux vues des autres hiérarques de l'UMNO. Il tombe sous l'accusation fallacieuse de sodomie mais le soutien de la communauté internationale lui permet alors d'échapper à une condamnation très sérieuse.

(14) Farish A. Noor, *What Your Teacher Didn't Tell You*, op. cit.

(15) Les accusations touchent des membres PKP, DAP ou PAS des assemblées des États d'opposition (Penang, Sabah, Selangor) ou de l'assemblée fédérale, des militants, des journalistes ou des universitaires qui relaient leurs propos critiques du gouvernement ou de la coalition au pouvoir. «Malaysia: Sedition Act Wielded to Silence Opposition», Human Rights Watch, 14 septembre 2014.

(16) «Investigators Believe Money Flowed to Malaysian Leader Najib's Accounts Amid 1MDB Probe» *Wall Street Journal*, 2 juillet 2015. *Bersih* (propre, en malais) est un mot d'ordre qui appelle à l'assainissement de la vie publique malaisienne, en particulier lors des élections. *Bersih 1*, le premier épisode, date de 2007, les suivants de 2011 et 2012.

(17) «UMNO appartient à son président et ne sert plus qu'à le soutenir», dans une lettre ouverte du Dr Mahatir, 30 novembre 2015.

(18) Le TPPA suscite une opposition qui s'est vivement exprimée à sa découverte en 2013, à travers des ONG, des voix politiques isolées (comme celle de l'ancien Premier ministre Mahathir) et de coalitions comme Bantah TPPA. «A Guide to the TPPA. Why Bantah?» dans *Rich Malaysia, Poor Malaysians*, op. cit.

Main basse sur la forêt de Bornéo

À Bornéo, la disparition de la forêt tropicale est autant une pré-occupation environnementale qu'une question de subsistance pour les populations autochtones. Reportage sur la partie malaisienne de la troisième plus grande île au monde, dans l'État du Sarawak.

Des droits coutumiers pour les communautés autochtones

«Ils arrivent avec leurs bulldozers, ils s'en fichent : "Nous avons une licence"», se rappelle Jok Jau Evong, figure emblématique de la lutte contre la déforestation depuis les années 1980. Il raconte depuis son bureau où ronronne un ventilateur les premières mobilisations villageoises contre les compagnies d'exploitation du bois venues abattre la forêt, privant les communautés autochtones de leurs droits de propriété, les *native customary rights* (NCR). De résignées, les populations deviennent de plus en plus combatives, bloquent les routes menant aux sites et formulent

parallèlement des recours en justice pour faire valoir leurs droits sur leurs terres. Mais quelles terres? Comme ici tout est affaire de cartes, Jok dessine un plan sommaire des habitats autochtones, ces *longhouses* ou *rumah panjang*, maisons communautaires où chaque famille a un appartement mais dont le vestibule est commun et abrite la vie sociale. Il peut y avoir jusqu'à trente «portes» à une même maison. Les peuples natifs de Bornéo, la plupart réunis sous le nom de Dayak, bâtissent leur maisons aux confluences (*long*) des rivières, de part et d'autre de la frontière entre la Malaisie et l'Indonésie qui exerce son autorité sur le sud de l'île. Ils ont un pied dans la *temuda*, les terres

qu'ils cultivent (riz, légumes et fruits), et un autre dans le *pulau galau*, la forêt où ils chassent et cueillent.

En 1958 l'administration britannique a mis sur pied ce système de droits coutumiers des peuples autochtones qui leur accorde la propriété des terres dont ils font usage. Pas seulement les terres cultivées, mais aussi la forêt dont ils tirent le reste de leur subsistance, soit l'ensemble, la *pemakai menua*. Elles sont propriété individuelle ou collective, mais toujours inaccessibles à des non-membres de la communauté. Les Britanniques ont initié

« L'État, on ne lui demande pas de cultiver la terre. »

la mise en cartes du territoire, tracé les limites entre les terres des différents villages, noté les terres tombées en déshérence et obligé chaque village à déclarer un changement de résidence. Les Iban, le peuple majoritaire, se séparent souvent, en raison de la croissance démographique ou de conflits dans la communauté.

Les nouveaux groupes doivent chercher le long de la rivière de nouvelles terres pour y construire leur maison, en accord avec leurs voisins. Et effectuer une déclaration auprès des autorités. Peu à peu, les rivières sont cartographiées et il est entendu que tout ce qui n'est pas utilisé par les différents villages à cette date est propriété de l'État. Les NCR figurent encore, après les indépendances, dans les constitutions fédérale et du Sarawak.

Mais depuis quelques décennies, alors que l'exploitation de la forêt remonte toujours plus en amont des rivières, la définition de ces droits fait l'objet de graves conflits entre les peuples autochtones et l'État, qui considère désormais que seules les terres cultivées leur appartiennent en droit. On en rigole parfois dans les mobilisations : « *L'État, lui, on ne lui demande pas de cultiver la terre pour prouver qu'elle est à lui!* » Mais cette disposition est une catastrophe pour le seul peuple de l'île qui n'a jamais cultivé la terre, les chasseurs-cueilleurs Penan, qui ne peuvent à ce titre réclamer aucun droit. Remarquables botanistes mais piètres paysans et constructeurs, ils et elles sont

sommés de se sédentariser à mesure que recule la forêt qui a de longue date constitué leur seule ressource.

SAM : les Amis de la Terre

En 1983, Sahabat Alam Malaysia (SAM), une ONG malaisienne affiliée à Friends of the Earth International, ouvre une antenne à Marudi, à l'Est du Sarawak, à une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des terres, sur les rives de la sinueuse rivière Baram. L'association accompagne les luttes locales et les répercute au niveau international en faisant du plaidoyer et du lobbying en lien avec des associations d'Europe du nord ou du Japon. Elle reçoit en 1988 le Right Livelihood Award, ou « Nobel écolo ». Alors très active, elle s'est depuis un peu effacée au profit des nombreux comités locaux dont elle a suscité la création. Le respect des NCR est encore au centre de son activité.

Résistances cartographiques

Pour faire valoir les NCR sur l'ensemble des terres, les militants s'attachent dans un premier temps

à cartographier le territoire par des enquêtes auprès des habitants et sur le terrain, à la recherche de traces de peuplement (tombes, arbres fruitiers, etc.) pour prouver l'usage des terres avant 1958 et donc leur propriété. À l'initiative de Jok au milieu des années 1990, le Borneo Project de l'université de Berkeley met à la disposition des communautés locales des moyens matériels et forme des militants à la cartographie. Le travail de fourmi s'accélère avec le GPS, mais la forêt recule plus vite qu'elle n'est mise en cartes. Une fois les connaissances établies sur les droits de propriété, il faut encore les faire valoir auprès des tribunaux à chaque projet de mise en coupe ou de plantation. Les affaires remontent souvent jusqu'à Kuching, la capitale fédérale. L'État du Sarawak, qui exerce sa compétence sur les ressources naturelles, est juge et partie dans les affaires. Officiellement, les redevances versées à l'État sont insignifiantes, bradées à des compagnies qui sont, selon les allégations des militants locaux, liées au gouvernement.

Baru Bian, avocat spécialisé dans les NCR, lui-même membre du peuple lun bawang, n'est pas le

seul à considérer que cet État est « l'un des plus corrompus au monde ». La raison ? Pour lui c'est en premier lieu la naïveté de ses habitants qui reconduisent au pouvoir depuis l'indépendance le même parti représentant les intérêts de la minorité malaise. Suite à de nombreuses affaires perdues, et quelques-unes gagnées, il a fini par rejoindre le principal parti d'opposition pour hâter l'alternance et est aujourd'hui membre élu de l'assemblée de l'État. On pourrait compléter son constat en rappelant la particularité des richesses qui circulent au Sarawak. L'exploitation des ressources naturelles est peu gourmande en main d'œuvre, elle redistribue peu de richesses mais plutôt les concentre, transformant un capital naturel sur lequel vit de manière durable et extensive une population nombreuse en une ressource exploitée d'un coup. Les ressources naturelles, devenues marchandises, sont faciles à échanger sur le marché mondial mais impossibles à renouveler.

Les années 1990 ont vu la Malaisie faire l'objet de campagnes écologistes mondiales et d'une farouche résistance locale. La déforestation y atteint alors des

rythmes sans précédent. Le *chief minister* de l'État, Taib Mahmud,

Petite histoire du Sarawak

Au milieu du XIX^e siècle, le Sarawak et ses ports, sur la partie Nord de l'île de Bornéo, sont sous la domination du sultan de Brunei. L'aventurier britannique James Brooks profite de l'affaiblissement du pouvoir du sultan qui lui laisse la main-mise sur la région. Il sera le premier d'une lignée de rajahs blancs (*raja putih*). La forêt est alors exploitée le long des rivières pour le bois tropical, laissant place à des plantations d'hévéa. Suite à la seconde guerre mondiale, les Britanniques prennent le relais et administrent l'île avec plus de moyens. En 1963, après une période d'incertitude, le Sarawak et son voisin l'État de Sabah sont concédés au pays le plus droitier du voisinage, la Fédération malaise (Malaya) qui est venue à bout d'une guérilla maoïste. La Malaisie est ainsi créée à partir de deux entités de taille sensiblement égale mais que tout oppose, la péninsule prospère, à majorité musulmane, et le Sarawak et le Sabah, à majorité autochtone et moins développés.

membre du parti au pouvoir qui n'a abandonné son mandat qu'en 2014, donne à son arrivée dans les années 1980 le départ à la prédation des ressources naturelles du Sarawak. Dans un premier temps, la forêt est offerte à l'industrie forestière et le pays, de superficie pourtant modeste, devient le deuxième exportateur mondial de bois tropicaux. À la suite de l'exploitation du bois vient celle du palmier à huile qui, par opposition aux énergies fossiles, est souvent qualifiée de durable mais est devenue le nouveau combat des associations locales. Cette plante originaire d'Afrique fournit en trois récoltes de fruits par an une huile bon marché utilisable dans l'alimentation ou comme carburant. Les forêts privées de leurs plus beaux arbres, puis des moins beaux, sont ensuite défrichées, plus souvent brûlées même si la pratique est interdite. Quand le sol est nu, la culture peut commencer. Dans les plantations, rien d'autre ne peut pousser à la ronde, le palmier prend toute l'eau et exige encore des engrais chimiques. Sale culture, que les grosses compagnies affiliées au Malaysian Palm Oil Council mènent dans les plaines aux terres organiques comme dans

les pentes plus minérales, aménageant des terrasses pour ne rien perdre.

Contre le barrage de Baram

C'est dans cet État mis en coupe réglée qu'a été menée pendant plus de deux ans une lutte résolue. Issues des peuples kayan, kenyah, penan ou kiput, 20 000 personnes étaient menacées par un barrage sur la Baram, qui devait inonder sur des kilomètres la rivière et ses affluents, où elles vivent. Elles se sont relayées à Long Lama, aidées par les voisins iban, pour bloquer la route menant au chantier. En ce matin du 10 mai 2014, après 201 jours de présence, les bloqueurs inaugurent la maison qui remplace enfin la toile de tente qui les abritait du soleil et des pluies tropicales. « *Cette maison est un geste, nous signifions par là que nous sommes ici pour rester* », explique Philip Jau, l'instituteur kayan qui coordonne la lutte. Pendant le blocage, aucune répression n'a été constatée. Les autorités comptaient peut-être sur la lassitude des opposants. Mais ici la patience est de mise, à voir la tranquillité avec laquelle est attendu pendant des heures l'invité d'honneur, Baru Bian.

« Je ne dis pas qu'il ne faut pas de barrage, se défend le membre de l'assemblée de l'État, *mais nous en avons déjà tellement* ».

C'est que le barrage de Baram n'est pas un projet unique, il est planifié dans le cadre du SCORE ou Sarawak Corridor of Renewable Energy. C'est le troisième d'une liste de treize projets hydroélectriques destinés à alimenter en électricité... les villes et villages de cet État insulaire? Il produit déjà plus que ses besoins et ses voisins (le sultanat de Brunei et le Kalimantan indonésien) n'ont aucun besoin en énergie. La péninsule malaise, l'autre partie du pays, qui concentre autour de la capitale fédérale pouvoir politique, richesses économiques et population? L'idée d'un câble sous-marin a été abandonnée, trop chère. L'industrie? L'État est peu industrialisé. La seule possibilité qui demeure, c'est que s'installent après coup des industries gourmandes en électricité, comme celle de l'aluminium. Dans le monde entier, les usines de transformation de la bauxite en aluminium s'installent ainsi à côté de barrages surdimensionnés comme à Tucuruí au Brésil ou à Akosombo au Ghana.

Sans autre débouché pour son électricité, l'État n'aura pas d'autre choix que d'accepter un prix fixé par ces clients très particuliers. Le premier barrage ainsi construit au Sarawak, celui de Bakun, a coûté 7,5 milliards de *ringgits* (plus d'1,5 milliard d'euros). L'État a eu les plus grandes difficultés à trouver des partenaires pour le financer, depuis sa mise en eau en 2010 il délivre 1200 MW sur les 2 400 prévus et n'a toujours pas de débouchés.

Comment vivre à Sungai Asap ?

Personne ici n'ignore non plus les conséquences de la construction de Bakun et une partie des habitants déplacés par ce projet sont venus à Long Lama pour découvrir un film documentaire qui leur est consacré. Un groupe parmi les 10 000 personnes concernées a fait le choix de s'installer un peu plus en amont du barrage. La retenue a inondé l'équivalent en superficie de l'île de Singapour, 70 000 hectares. Les tombes des ancêtres, les maisons longues, la forêt et les meilleures terres de ces peuples de fermiers sont désormais sous les eaux. Les rivières ont gonflé, les arbres au-dessus desquels il faut aujourd'hui navi-

guer rendent les transports plus hasardeux. Mais ils sont restés, construisant leurs maisons toujours plus haut à mesure que le niveau montait. Après avoir vu plusieurs fois leurs énergies ainsi emportées par les eaux, ils se sont résolus à construire des maisons flottantes. Cette histoire de lutte n'en fait pas oublier une autre, plus tragique.

Les autorités du Sarawak ont choisi, à l'encontre des souhaits des habitants (recueillis par un anthropologue québécois), de les reloger en aval, dans le camp de Sungai Asap. Une partie de la communauté, soit un millier de familles, a cédé au chantage de l'État, qui a dès la fin des années 1990 fermé les quelques services publics présents dans les villages concernés et menacé de ne verser aucune compensation aux habitants qui ne viendraient pas s'installer dans le camp. Très vite, le bilan pour ces derniers a été désastreux : les maigres compensations ont servi à acheter des maisons de mauvaise qualité, pauvrement conçues (il s'agit de *longhouses* traditionnelles mais les architectes britanniques ont sous-estimé les dimensions du vestibule, le lieu de la vie sociale),

sans système de traitement des eaux usées et mises à disposition 50 % plus cher qu'un HLM à Kuala Lumpur. Les familles, endettées, ont reçu 1,2 ha de terre, parfois simplement incultivable, pour subvenir à leurs besoins. « *C'est trop peu, se plaint une dame âgée, et la rivière [en aval du barrage] est trop petite.* » Le passage à une subsistance entièrement salariée est pour eux calamiteux. Les hommes ne gagnent pas assez pour acheter

« Il n'y a pas d'école secondaire, les transports publics sont inexistantes et les eaux souillées. »

de quoi nourrir leurs familles, les femmes n'ont plus d'activité, la faim n'est pas rare et beaucoup ont sombré dans l'alcoolisme. Il n'y a pas d'école secondaire, les transports publics sont inexistantes et les eaux souillées. Jok Jau Evong, qui a entre 2001 et 2002 relayé les plaintes des habitants, parle encore de ses visites comme de moments de grand désarroi à la vue de personnes qui ont tout

perdu, et n'ont « même plus leur dignité ».

Habitants de Sungai Asap ou partis en amont de la rivière, ils ont fait le trajet et témoignent des désastres humains qu'entraîne une telle construction, au-delà de ceux que nous avons à notre connaissance et qui concernent l'environnement : pourrissement des zones inondées et production massive de gaz à effet de serre, perturbation des écosystèmes et disparition des populations de poissons, érosion des estuaires par intrusion d'eau de mer, etc.

Une famille kayan

Long Ing a quitté la *longhouse* dans les années 1980. Elle a subi une opération des oreilles pour couper ses lobes étirés par de lourds bijoux mais porte encore les tatouages aux mains et aux pieds caractéristiques des vieilles dames élevées au village. À la suite de la visite de son jardin, mené selon les principes agroforestiers traditionnels et à l'aide d'engrais naturels, elle m'invite à prendre le thé devant une télé à écran plat. Sa petite-fille Evelyn est là, qui traduit. Avec sa mère Aren, elle fabrique à la maison des bijoux,

En se battant au titre de leurs droits communautaires pour les conditions de leur survie, contre la déforestation ou la construction d'un barrage, les peuples natifs rejoignent des préoccupations globales. L'opinion internationale, dans les années 1990, a eu une influence significative dans les affaires de cet État riche en ressources naturelles mais très pauvre et peu peuplé, livré aux appétits de sa classe dirigeante. Les peuples autochtones comptent toujours sur elle mais utilisent tous les autres outils à leur disposition, qu'il s'agisse de

sur des motifs kayan ou contemporains, et des paniers qu'elles vendent en ville, par exemple à la foire à l'artisanat de Miri, alias Shell City, la deuxième ville de l'État. Depuis longtemps Aren et Evelyn achètent le rotin, plutôt que de le cueillir en forêt et de le transformer comme font encore les Penan, et les perles viennent de Chine. Le mari d'Aren, lui, est employé par une grosse entreprise, à trente kilomètres mais quatre heures de route. Il peint sur son temps libre des boucliers traditionnels, encore utilisés lors des danses ou simplement décoratifs.

faire campagne contre le parti au pouvoir depuis l'indépendance, de mener procès sur procès pour la reconnaissance de leur droits communautaires (NCR) ou de bloquer des routes. Car ils n'ont plus d'autre choix : « *Le gouvernement*, résume Philip, *nous assassine* ». Le 18 novembre 2015, le nouveau *chief minister* Adenan Satem annonce l'abandon du projet de Baram mais lance celui de Baleh et menace les autochtones d'un sous-développement que les autorités entretiennent depuis longtemps. Les habitants de Sungai Asap manifestent toujours, dix-huit ans après leur relogement. La mort est bien lente.

Quand la forêt recule

La déforestation n'entraîne pas seulement la perte de subsistance des peuples qui y vivent, elle a aussi des répercussions environnementales locales et globales. En l'absence d'arbres, les pluies lessivent les sols et les entraînent dans les ruisseaux et les rivières. Auparavant claires, les eaux se chargent de boue et prennent la couleur orangée caractéristique des sols tropicaux. Les espèces végétales disparaissent, parfois avant même d'avoir été recensées.

La faune disparaît ou migre vers des régions moins dégradées. L'*orang utan* (en malais, l'homme de la forêt) est emblématique des espèces animales dont l'existence même est menacée à Bornéo. Et de poumon de la planète, qui capture du CO₂, l'île devient émettrice et contribue à l'effet de serre mondial. Crise d'extinction de la biodiversité, changement climatique... la forêt tropicale est en première ligne sur ces questions.

Mahathir Mohamad, premier ministre de la Malaisie dans les années 1980 et 1990, répondait aux protestations de la société civile internationale (et au premier chef européenne) que les pays d'Europe avaient beau jeu, après avoir fait disparaître l'essentiel de leur forêt, de demander aux pays tropicaux plus pauvres de ne pas exploiter la leur. Mais le « développement » dont se targuent les autorités du Sarawak n'est rien d'autre que la concentration de richesses autour de l'oligarchie au pouvoir. L'ONG Sarawak Report suit à la trace les investissements de Taib Mahmud et de sa famille, parmi les plus riches du pays, et des autres barons locaux. Il n'y a dans cet État, qui est pourtant

loin d'être pauvre, pas de bonnes routes, même pas celle qui relie les unes aux autres les villes de la côte, et les services publics sont beaucoup moins satisfaisants que sur la péninsule. Ce ne sont pas les nécessités de la subsistance des habitants qui mettent en péril la forêt, au contraire ces nécessités leur sont déniées.

Beaucoup d'autochtones, qui vivent encore dans les *longhouses*, n'ont ni les moyens ni l'envie d'abandonner leur mode de vie mais y sont peu à peu contraints. « *Avant on pouvait aller chasser*

une ou deux heures et ramener du gibier, mais aujourd'hui il faut partir avec des réserves d'eau pour deux jours, se désole Jok. Il n'y a plus de forêt, 80 à 90 % est déjà perdu, il faut aller chercher le peu qu'il reste très en amont de la rivière ». Mais que les visiteurs se rassurent, il reste au Sarawak douze très beaux parcs nationaux de plus d'un millier d'hectares aménagés pour leur plus grand confort et abondamment promus par le bureau du tourisme... pardon, de l'éco-tourisme.

Terres rares : « Cette usine est un problème malaisien » »

En mars 2010, les Malaisiens apprennent dans le New York Times l'installation à Kuantan, sur la côte est de la péninsule, d'une usine de traitement de terres rares, l'une des plus grosses au monde. Tout a été vite expédié entre le gouvernement et l'entreprise australienne Lynas. Les études d'impact environnemental ont été approuvées en quelques semaines, le gouvernement fait cadeau de dix ans de contributions fiscales, les travaux peuvent commencer. C'est alors que commence une mobilisation devenue depuis le plus gros dossier environnemental de Malaisie. 1,2 million de signatures ont été recueillies contre le projet, dans un pays de 30 millions d'habitants.

Une lutte très politisée

Début 2012, la lutte contre Lynas s'entremêle avec le mouvement Bersih, qui demande des élections transparentes et des modifications du système électoral. Aucun lien entre les deux sujets, mais le ras-le-bol est le même, confirme le membre de l'assemblée législative locale Lee Chean Chung, jeune Chinois élu après des années de luttes de terrain. Il est aujourd'hui le responsable des questions environnementales du grand parti d'opposition, le Parti du peuple (PKR).

La répression violente des manifestations de Bersih à Kuala Lumpur suscite un mouvement d'opinion favorable aux manifestants et qui nourrit l'opposition à Lynas. La mobilisation connaît alors un pic le 26 février, avec une manifestation de 5 000 personnes sur le site et des rassemblements décentralisés dans les grandes villes du pays. Shervin, une étudiante chinoise de Kuala Lumpur, était devant l'usine ce jour-là : « C'était un rassemblement très pacifique, à notre grande surprise. L'armée était peu présente et nous a simplement regardé défiler, sans sortir les gaz. Il y avait

beaucoup de pression de la part du peuple et des médias internationaux.»

Le gouvernement a abandonné sa politique de répression et préfère laisser se dérouler les manifestations dans une relative indifférence, entretenue par le silence de médias complaisants. «*Nous n'avons pas de société civile très vivante, après 57 ans sans alternance*», se désole Chean Chung. Mais devant l'usine Lynas, le dimanche 22 juin 2014, elle est à son plus fort. Financée par une levée de fonds populaire, annoncée sous le slogan «622 Shut Down Lynas» (fermer Lynas le 22/6), la manifestation dépasse à peine la sphère d'influence de la minorité chinoise à laquelle le gouvernement tente de la cantonner.

Chen Lin, une jeune Chinoise qui travaille dans l'entreprise familiale, a pris une semaine de congés pour accompagner un tour à vélo lors de ses premières étapes, de Kuala Lumpur (KL) à Penang, au nord-ouest de la péninsule. L'objectif est de faire connaître la mobilisation en passant par les grandes villes, mais aussi des villages, et de faire parler de

Lynas : «*J'ai été tellement touchée par les rencontres avec les gens sur la route que j'ai dû continuer le tour. Ma famille m'a soutenue.*» Elle a fait les 2 800 km en 39 jours, sous un soleil de plomb ou des pluies tropicales, avec un noyau de huit personnes qui s'étoffaient au fil des étapes. Et n'est pas peu contente d'être à Kuantan ce dimanche.

« Nous n'avons pas de société civile très vivante, après 57 ans sans alternance. »

KL-Kuantan, mais en ligne droite cette fois, soit environ 300 km, c'était aussi le défi de marcheurs. Isaiah Jacob, un Tamoul de 48 ans, a suivi tout le long du parcours malgré son handicap. Il s'exprime avec le même calme résolu : «*Je suis né avec une seule jambe et je n'ai pas envie d'apprendre que des enfants naissent malformés parce que le gouvernement n'a demandé à Lynas aucune mesure concernant les déchets que son usine va produire. Elle a été refusée partout,*

*pourquoi l'installer en Malaisie?
(...) J'ai décidé de marcher pour
les personnes handicapées et pour
mon pays.»*

Terres rares et déchets radio-actifs : le scandale de Bukit Merah

Au-delà des enjeux très politiques que soulève Lynas, il y a aussi les nuisances environnementales graves qui sont attendues. La production de terres rares, présentes dans le sol sous une forme très peu concentrée, exige un traitement coûteux en énergie et en eau, qui produit gaz toxiques et déchets radioactifs. La radioactivité naturellement présente dans les sols est libérée par l'extraction et par la réduction sous forme de poudre des terres. Une fois concentrées les terres rares, largement utilisées en électronique et dans les « technologies vertes » (voir encadré), il reste des déchets radioactifs. Rien n'est encore prévu pour eux par Lynas, il est donc à craindre que dans les années à venir ils entraînent de graves problèmes de santé, comme les Malaisiens ont pu le constater dans les années 1980 à propos du scandale de l'usine Asian Rare Earth (ARE) à Bukit

Merah, de l'autre côté de la péninsule. C'est la première fois que Lai Kuan, une vieille dame chinoise, vient à Kuantan. Ce n'est pas indifférence pour les mobilisations qui s'y mènent depuis 2010 : elle a tenu des conférences de presse, reçu nombre de journalistes, voyagé jusqu'à Kuala Lumpur ou au Japon pour faire connaître les méfaits de cette industrie. Il y a deux ans, son fils de trente ans est décédé, lui qui était né handicapé à Bukit Merah. À l'installation de l'usine, les habitants se sont dans un premier temps plaints de maladies respiratoires dues au

« Des poussières radioactives lavées à grande eau dans l'usine. »

rejet de gaz toxiques. Puis ils ont assisté à des naissances d'enfants malformés, à de nombreuses fausses couches et à l'apparition de leucémies infantiles, dans des proportions bien trop élevées pour cette petite communauté chinoise périurbaine. Lai Kuan a travaillé à la construction d'une annexe de l'usine pendant sa grossesse, en l'absence de toute prévention.

Son fils Cheah Kok Leong est né en 1983 avec une malformation du cœur, une cataracte congénitale et une microcéphalie. Ce n'est pas un cas isolé.

Pendant que les autorités assu-

barils en métal rouillé, les déchets étaient confiés aux bons soins d'un entrepreneur local de transports, sans indication particulière sur le lieu de destination et la toxicité de la cargaison. Il témoignera

Terres rares et green economy

Les terres rares (le scandium, l'yttrium et les quinze lanthanides) sont notamment utilisées pour leurs propriétés électromagnétiques. Elles sont devenues omniprésentes dans les moteurs électriques et dans les accumulateurs NiMH, c'est-à-dire dans une bonne partie des batteries des voitures hybrides et de nos gadgets électroniques : smartphones, appareils photos, tablettes. On en trouve également dans les cellules photovoltaïques, dans tous types de circuits électroniques et d'écrans. Mais le

plus gros développement de leur consommation concerne l'éolien. Les propriétés électromagnétiques du néodyme (un lanthanide) le rendent particulièrement utile pour la confection des alternateurs des éoliennes. Les plus puissantes peuvent en contenir jusqu'à 150kg auxquels il faut ajouter une dizaine de kilos de dysprosium. Si l'économie verte repose sur la production d'énergie renouvelable et l'optimisation des flux via un réseau informatique performant, les terres rares y sont alors quasi-indispensables.

C.

raient que les règles de sécurité étaient respectées, les habitants et les militants écologistes découvriraient des poussières radioactives lavées à grande eau dans l'usine et des décharges sauvages de déchets : au bord d'une route, dans une mare. Entreposés dans des boîtes en bois, puis dans des

plus tard, ainsi que des habitants, avoir cru que les déchets étaient des engrais et les avoir utilisés à ce titre. Aucun plan de gestion des déchets radioactifs, licences d'exploitation pas en règle, les libertés prises par ARE sont nombreuses et bien documentées. Entre 1984 et 1992, les habitants ont intenté

procès sur procès contre la compagnie, filiale de l'entreprise japonaise Mitsubishi Chemicals. Épidémiologistes et spécialistes des radiations nucléaires se sont succédé au tribunal d'Ipoh pour mettre l'état de santé observé à Bukit Merah sur le compte des activités d'ARE. La victoire, en 1992, est amère : l'usine aura au final fonctionné pendant dix ans et laissé ses traces tant dans les paysages que sur les corps.

Nuisances délocalisées, réponse globale ?

Le gouvernement assure qu'à Kuantan les règles de sécurité seront suffisantes. *« Mais on sait pourquoi Lynas s'est installée ici, explique Natalie Lowrey, une activiste de Sidney spécialisée dans les questions minières, c'est parce qu'en Australie elle aurait été contrainte à adopter des standards sanitaires et environnementaux bien supérieurs ».*

La mobilisation, sur laquelle elle travaille depuis des années avec des associations écologistes nationales, ne prend pas aussi bien qu'en son temps celle contre ARE au Japon : *« Beaucoup de personnes chez nous considèrent que cette usine est un problème malaisien ».* Depuis la tribune du

camp de base, elle lance un *« Go back home, Lynas »* très apprécié des manifestants avant leur départ pour les abords de l'usine. Une heure plus tard, ils et elles sont quelques centaines à avoir été autorisés à s'approcher et à bloquer la seule voie qui y mène. Pour quelques heures. La fin de la manifestation est sonnée avec quinze arrestations dont celle de Natalie, qui ne sortira de prison qu'après cinq jours émaillés d'interrogatoires.

Quelques jours après cette

« Go back home, Lynas ! »

épreuve, l'idée que ses compagnes de cellule y sont encore vient assombrir parfois sa conversation toujours aussi animée. Mais en Australie, son arrestation a enfin intéressé l'opinion au cas malaisien et l'opposition à l'usine de Lynas est redevenue une info : les journalistes anglo-saxons ont convergé à Kuantan pour rendre compte de sa libération. En France, ni la grande presse, qui a couvert à coup de dépêches les manifestations de 2012, ni les sites alternatifs n'ont jugé le sujet digne d'un regain d'intérêt.

Ce ne sont pas les efforts du peuple de Kuantan qui pousseront Lynas à fermer l'usine, mais cela pourrait arriver dans les prochains mois. L'effondrement du marché des terres rares en raison de la surproduction actuelle (certaines d'entre elles

sont passées de 100 à 5 \$ le kilo) et la mauvaise santé économique de l'entreprise australienne, au bord de la faillite, pourraient faire cesser toute activité. La question restera cependant posée : qui gèrera les déchets ?

Quelle agriculture pour la Malaisie ?

Deux modèles agricoles s'affrontent aujourd'hui en Malaisie : un modèle extractiviste, tourné vers l'exportation d'huile de palme, et un autre agroécologique, au service des besoins alimentaires des habitants et respectueux des écosystèmes. Si les autorités, au service du big business local, avantagent le premier, dans la société civile la résistance s'organise, avec pour seules armes des composteurs et de la bouse de vache. Reportage en deux temps, dans les Cameron Highlands, où l'association REACH lutte contre les méfaits d'une agriculture productiviste, puis de Penang à Marudi (Sarawak) dans le sillage de l'association CAP.

Cameron Highlands, la ruée vers l'or vert

Les hautes terres des Cameron Highlands ont aujourd'hui des airs de station touristique. Les touristes malaisiens viennent s'y rafraîchir et déguster les fruits exotiques que sont sous ces latitudes les fraises. On offrira au petit dernier, avant de rentrer à Kuala Lumpur, une peluche en forme de fraise géante, symbole de ce lieu de villégiature bien embouteillé lors des week-ends prolongés et des vacances scolaires. Les touristes internationaux suivent les sentiers de

montagne dans la jungle moussue ou visitent les plantations de thé et ses collines plantées de buissons réguliers impeccablement entretenus. L'arbre à thé, comme la vigne, est planté pour durer. Sa croissance est ensuite entravée par des soins fréquents, dont la coupe de ses feuilles du haut, les plus tendres. Les plantations des Cameron sont encore récentes – moins d'un siècle qu'une famille écossaise a défriché quelques hectares de forêt pour couvrir les flancs des collines d'arbres à thé et offrir aujourd'hui des paysages qu'il fait bon découvrir tôt le

matin, quand les brumes n'ont pas encore cédé au soleil. Fondée par les Britanniques au XIX^e siècle pour y jouir de températures clémentes (autour de 20°C mais un ou deux degrés de plus aujourd'hui), la station cultive encore une atmosphère anglaise et quelques airs de mystère. C'est là que Jim Thompson a disparu pendant la guerre du Vietnam... Le célèbre négociant en soie basé à Bangkok était-il vraiment un espion au service de la CIA ? Un roman comme *Garden of the Evening Mists* de Tan Twan Eng met en scène ces Cameron Highlands dont il ne reste aujourd'hui que quelques traces... mais le porte-clef en forme de fraise est à un prix imbattable.

« Le porte-clef en forme de fraise est à un prix imbattable. »

Le développement du district a créé des petites fortunes, à la fois dans le tourisme et dans l'agriculture, bien qu'officiellement il ne soit dédié qu'au développement agricole. Mais les habitants

s'inquiètent de la piètre qualité des eaux, de leur rareté, et de la santé qui se dégrade. Des enfants naissent malformés, les cancers sont plus nombreux, et les préoccupations environnementales sont maintenant très présentes dans les têtes des Cameronians. L'association REACH (Regional Environmental Awareness Cameron Highlands, plaidoyer pour l'environnement dans les Cameron) s'est donné pour but de défendre la qualité de vie et l'environnement dans le district. Fondée par Ramakrishnan Ramasamyn, un enfant du pays d'ascendance indienne, elle s'est dans un premier temps assuré le soutien de grosses ONG nationales et internationales mais aujourd'hui elle tient sur une base locale très motivée. Dans un district de 35 000 habitants, elle revendique 2 000 membres. Fermiers bio ou aux techniques traditionnelles, patrons de la franchise d'une multinationale américaine ou de l'agence locale de la plus grosse banque du pays, propriétaires d'hôtels ou d'auberges, de nombreux acteurs et actrices de la vie économique de la petite ville de Tanah Rata et de ses environs contribuent au financement des activités de REACH.

Rama, qui la préside toujours, connaît sur le bout des doigts son milieu (il est pompier et sauveteur) mais aussi les questions d'écologie telles qu'elles se posent sur la scène internationale. Il rigole donc, lui dont les pesticides sont le cauchemar, en remarquant que l'acronyme est le même que le programme européen d'évaluation des produits de synthèse. REACH réclame l'éradication de nombreuses pratiques agricoles sauvages qui consistent à s'installer en-dehors des terres

« Un Far West en pleine ruée vers l'or vert. »

allouées à l'agriculture, toujours plus haut et sur des pentes plus raides. La culture hors-sol ou sous serre ne permet plus à la terre d'absorber les eaux de pluie, les fermiers se battent dans une véritable guerre pour capter une eau que le voisin n'aura pas, et tout le monde disperse des pesticides en quantités aberrantes¹, sans le moindre procédé de filtration des eaux polluées. Les Cameron Highlands font figure de Far West en pleine ruée vers l'or vert, avec

des conflits d'usage mal encadrés et même une tentative d'assassinat de Rama, dont le *pick-up* saboté est tombé dans un ravin.

Les autorités ont pourtant à leur disposition une réglementation rigoureuse. Toute installation agricole est soumise à l'accord d'une pléthore de départements : agriculture, environnement, énergie, etc. Mais dans les faits les contrôles sont peu nombreux, rarement suivis de sanctions et les conversations sur l'environnement dans les Cameron finissent régulièrement sur des plaintes concernant la corruption². Il y a de fait autant de fermes illégales que légales dans le district, et l'on y trouve sous de fausses étiquettes des pesticides interdits, importés en contrebande de Thaïlande. « *La plupart contient du DDT. Les populations d'insectes s'effondrent* », observe Jason, un guide naturaliste. Situation paradoxale d'une vie sociale très réglementée mais d'un état de droit vacillant qui s'en remet aux bonnes volontés.

Celles de REACH semblent inépuisables. L'association mène un programme de recyclage des déchets, qui promeut le compos-

tage des matières organiques et compacte les recyclables avant de les faire traiter dans les basses terres. Elle s'est aussi fait connaître en sollicitant les habitants pour la réalisation collective d'un répertoire des 600 orchidées présentes dans le district, dont une partie a déjà disparu sous les pieds des visiteurs. Elle intervient également dans les écoles, sensibilise à l'environnement, commande des études épidémiologiques, mesure la qualité des eaux, lance des opérations de reforestation, etc.

« Un répertoire des 600 orchidées du district, dont une partie a déjà disparu sous les pieds des visiteurs. »

Le tout avec une seule salariée, un budget levé localement ou sur projet auprès d'instances internationales (fondations, ambassades, etc.) et des forces bénévoles qui incluent toutes les communautés ethniques, y compris les ouvriers agricoles migrants et les Orang Asli ou peuples autochtones, les

premiers concernés par la dégradation des paysages et la déforestation. Rama fait également office de *ranger* sur son temps libre, exerçant sa surveillance grâce à un appareil volant téléguidé qu'il prend soin de ne pas appeler un drone, puisqu'il n'a pas d'autorisation de vol, mais procédant à des « arrestations citoyennes » en cas de délit, un droit (un devoir !) qu'il a découvert dans sa lecture attentive des textes de loi. *« Ce n'est pas du droit ou de l'État qu'il faut attendre la solution, nuance-t-il : il faut que les mentalités évoluent. Les terres appartiennent encore à des petits fermiers, on a encore les moyens de faire changer les choses ici »*. La communauté politique a encore son destin en main, mais aujourd'hui les petites fermes des Cameron font l'objet des convoitises de grosses compagnies qui les rachètent l'une après l'autre. Et il n'y a pas de mystère : un écosystème aussi fragile ne peut pas fournir fruits et légumes à la moitié du pays, ni accueillir beaucoup plus que sa capacité de charge. À 50 000 habitants, il se dégrade inéluctablement. Aujourd'hui, en comptant les ouvriers agricoles et les places d'hébergement, on y est. *« Je donne encore cinq ans aux*

Cameron Highlands avant qu'on manque d'eau potable», prédit Rama. Mais cela ne l'empêche pas de se faire amis et ennemis en tentant de renverser le mouvement³.

Réapprendre à cultiver naturellement

Si le choix de la Malaisie pour l'agrobusiness se lit dans les paysages – monoculture de palme le long des autoroutes ou cultures hydroponiques à Tanah Rata – ses effets s'observent également sur le corps des habitants. Confronté à l'abondance de ressources d'une agriculture prospère, le pays connaît désormais les maladies de civilisation que sont l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires. Boissons sucrées et viande bon marché ont complété une cuisine dont les deux plats emblématiques sont le *nasi goreng*, ou riz frit, et le *nasi lemak*, ou riz gras, le plat du matin, un délicieux riz cuit dans de la noix de coco et des feuilles de *pandan*, servi avec des anchois, des cacahuètes, des concombres et de la sauce épicée (*sambal*). Et désormais avec une cuisse de poulet par-dessus, pour faire bonne mesure. La vie quotidienne y est plutôt sédentaire : les rues sont

trop chaudes pour y faire de longues marches ou du vélo. Mais les membres de la classe moyenne s'inscrivent plutôt à des salles de gym qu'ils fréquentent après leurs heures de travail et les Chinois de Penang découvrent le vélo, si ce n'est à titre de moyen de transport, au moins à titre de sport, tôt le matin ou en soirée. Malgré ces quelques tendances, on considère qu'il y a 10 % de diabétiques de type 2 en Malaisie, soit deux fois plus qu'il y a cinq ans, qui ont développé leur maladie en raison d'une mauvaise hygiène de vie. Les images du Premier ministre Najib Razak à vélo pour des sorties d'une demi-heure ou les injonctions des gouvernants à arrêter le *nasi lemak* n'y changent pas grand-chose.

«10 % de diabétiques de type 2 en Malaisie.»

On peut juger plus prometteuses des initiatives comme celle de Consumers Association de Pengang, qui tente de faire retrouver aux Malaisiens une vraie culture culinaire, en rupture avec la malbouffe industrielle et

en lien avec des pratiques agricoles soutenables et accessibles. L'association, en plus de son engagement sur des fronts écologistes (comme celui de Bukit Merah contre l'usine Asian Rare Earth, voir « Terres rares : "Cette usine est un problème malaisien" »), mène donc de nombreuses campagnes d'information contre les boissons sucrées, pour l'usage du vélo en ville et des ateliers d'agroécologie qui essaient dans toute l'Asie.

« Tête de poisson et bouse de vache. »

Penang n'est qu'une étape, puisque les pratiques dont rendent compte les salariés de CAP, Subbarow, Saraswathi et leur petite équipe, viennent d'Inde, pays dont ils sont originaires comme nombre de Malaisiens. Ces pratiques consistent en recettes d'engrais et de pesticides naturels. Pas de pesticides, en fait, puisque les recettes naturelles doivent éloigner les pestes, pas forcément les tuer. Subba tente de faire passer dans ses ateliers le respect de la vie à des groupes qui ne sont pas végétariens et opinent sans conviction. L'heure suivante est consacrée à une drôle de cuisine.

Têtes de poisson et sucre de canne pour le fer, œuf et citron pour le calcium, les recettes ont parfois l'air comestible, jusqu'à ce qu'on y ajoute de la bouse ou de l'urine de vache, qui sont deux ingrédients magiques dans les recettes indiennes. Les vers jouent aussi leur rôle dans l'affaire, avec un grand vermicompost à la bouse et un autre aux tiges de bananier.

C'est le même qu'au Sarawak, dans le jardin pilote de l'association des résidents de Uma Bawang emmenée par Jok (voir « Main basse sur la forêt de Bornéo »). Sylvia, après avoir été formée par le groupe de Penang, y forme désormais des Kayan et des Iban de Bornéo aux pratiques agroécologiques. Et le mot se répand, dans les écoles, les universités, les villages. Et même les fermes. Le public est large, à convaincre des bénéfices des mains dans la terre ou de l'intérêt de ne plus recourir aux pesticides et engrais du marché. Trop chers et trop violents. Mais quand les autorités subventionnent l'achat de ces intrants, il est plus difficile de refuser. Scolaires, femmes au foyer et agriculteurs participent aux ateliers, jusqu'à des journalistes khmers intéressés par le

projet et qui viennent apprendre à faire de la *pancakavya*, un engrais au nom indien. Dans un pays fier de sa prospérité, qui passe notamment par la monoculture et des usines de production animale, CAP porte une voix qui n'est pas forcément très audible... mais l'explosion des coûts de santé est en train de changer la donne. La Malaisie doit retrouver une culture alimentaire soutenable. Et on ne s'alimente jamais mieux que quand on mange de manière plus écologique, en lien avec son environnement, comme le rappellent les deux jardiniers Subba et Sylvia, l'Indien de la métropole vibrante et l'autochtone de Bornéo.

(1) Les ouvriers agricoles qui les manipulent sont peu sensibilisés à leurs dangers et mal encadrés par des fermiers malaisiens peu présents. Ils viennent du Bangladesh, du Népal, de Birmanie ou d'Indonésie. Ils travaillent pour moins que les mille et quelques *ringgits* qui sont en passe de devenir le salaire minimum malaisien.

(2) «Corruption running wild at Cameron Highlands», Ramakrishnan Ramasamyn, www.malaysiakini.com/letters/133317.

(3) «The Ravaging of Malaysia's Cameron Highlands», Kate Mayberry, 25 octobre 2013, <http://aljazeera.com/story/20131022121529507576>.

p. 3 « Extractivisme et développement »

p. 13 « Main basse sur la forêt de Bornéo »

Long Lama et Marudi (Sarawak)

p. 23 « Terres rares : "Cette usine est un problème malaisien" »

Kuantan (Pahang)

p. 29 « Quelle agriculture pour la Malaisie ? »

Cameron Highlands (Pahang),

Marudi (Sarawak) et Penang

Texte : Aude Vidal, CC BY NC.

<http://blog.ecologie-politique.eu>

Cartographie : Golbez, A. Vidal et G. Barret, CC BY 2.5

Reportages parus dans *L'An 02*, n°s 6 et 7, sur Reporterre et Visionscarto.net.

Décembre 2015

